



Jean-Pascal Daloz, *La représentation politique*, Paris, Armand Colin, 2017, 179 p.

Julien Navarro

DANS **PARLEMENT[S], REVUE D'HISTOIRE POLITIQUE** 2019/3 N° 30 , PAGES 189D À 213D
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES**

ISSN 1768-6520

ISBN 9782753578425

DOI 10.3917/parl2.030.0189d

Date de mise en ligne : 24/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-parlements-2019-3-page-189d?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses universitaires de Rennes.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

[LECTURES]

Annie Hourcade, *Le Conseil dans la Pensée Antique. Les sophistes, Platon, Aristote*, Paris, Hermann Éditeurs, 2017, 349 p.

Annie Hourcade, maître de conférences à l'Université de Rouen, est l'auteur d'études remarquées sur Antiphon d'Athènes (2001) et sur les rapports entre atomisme et sophistique dans la tradition abdéritaine (2009). Le présent ouvrage est la version remaniée du dossier qu'elle a présenté en 2013 en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches en philosophie. Ce travail érudit sur la problématique du conseil et de la délibération dans l'Athènes classique est composé des trois parties annoncées par le titre, chaque partie étant divisée en cinq chapitres. L'ensemble est complété par une riche bibliographie et un index des sources. L'auteure s'appuie sur un corpus de sources littéraires – des sophistes à Aristote – sans s'interdire un retour sur l'œuvre homérique et des ouvertures vers Hérodote, Thucydide et Isocrate. Dans une perspective philologique et philosophique, Annie Hourcade cherche à cerner avec rigueur la notion de conseil et le champ lexical qui lui est associé. *A priori* son but n'est ni de contribuer à l'histoire des institutions ni à celle de la démocratie. Elle entend définir le conseil dans ses présupposés, dans sa finalité et le dialogue qu'il institue avec celui qui le reçoit, en privé ou en public.

Dans l'introduction, elle justifie son plan. Commencer par les sophistes s'imposait, car ils ne se sont pas seulement posés en conseillers, ils ont aussi décliné et défini le conseil sous toutes ses formes. Le second volet de cet ouvrage entend cerner le conseil dans la tradition socratique. La dernière partie est l'étude du conseil chez Aristote qui, en le conceptualisant, catégorise ses différents aspects et ses enjeux pour comprendre la délibération.

Dans la première partie (p. 19-102), l'auteure se fonde principalement sur trois dialogues de Platon, le *Lachès*, l'*Hippias majeur* et le *Protagoras* pour souligner que les sophistes cherchent à séduire leur jeune public en usant des méthodes du poète et en utilisant des

références homériques. Annie Hourcade développe les trois formes de conseil mises en œuvre par les sophistes pour promouvoir leur enseignement et attirer de nouveaux élèves. Quand le conseil se présente comme une conférence composée « pour la montre » (*epideixis*), il cherche à exhorter dans une visée protreptique, c'est-à-dire éducative. Le conseil donné par le sophiste peut aussi être un encouragement à surmonter une épreuve. Enfin, conseiller (*sumboulein*), c'est donner un avis en privé ou en public, pour agir de telle ou telle façon. Par son exhortation à la vertu civique, la conférence donnée par le sophiste s'inscrit dans la continuité de la *paideia* dispensée aux fils de citoyens. Elle cherche à consolider les vertus du citoyen idéal, à rassurer les pères tout en flattant les ambitions des fils à avoir prise sur autrui. La place qu'occupent les sophistes dans l'Athènes démocratique pose la question du rôle reconnu aux experts en rhétorique. Pour Protagoras, l'*euboulia* est la qualité politique par excellence du citoyen puisqu'elle le rend apte à prendre la parole à l'assemblée. Cette vertu peut s'enseigner et cet enseignement est fait d'apprentissage, d'exercices, d'imitation et de fréquentation du maître.

L'auteur interroge les ambiguïtés de l'*euboulia* sophistique dans le contexte d'un système politique qui se cherche, à la fois héritier des valeurs aristocratiques et fondateur d'une pratique isonomique de la vie politique. L'élaboration des concepts opératoires de la démocratie est cernée à partir de la délibération dont on voit l'émergence chez Hérodote avec les figures exemplaires de Démarate et d'Artabane. Quant à l'oraison funèbre de Périclès, aux discours attribués à Cléon et à Diodote, ils insistent sur le seul courage de tous les citoyens et, dans ce contexte, le sophiste ou l'orateur suscite la défiance.

Le titre « Socrate et Platon » (p. 105-196) de la deuxième partie n'intègre pas Xénophon, pourtant indispensable à la compréhension des relations que Socrate entretient avec les dieux, avec ses compagnons et l'ensemble de la communauté civique. Si, pour Platon, le dieu se manifeste à Socrate par une injonction qui le dissuade d'agir, pour Xénophon il l'exhorte également. La dimension délibérative dans la conception socratique du conseil rapproche Socrate de la tradition sophistique et l'éloigne de Platon. Pourtant, l'activité principale de Socrate n'est pas de dispenser un savoir à ses concitoyens mais de les interroger à titre privé sur des sujets précis et de les inciter à la

vertu pour mieux les éduquer. Dans la *République* IV, Platon présente le bon conseil ou *euboulia* comme une *technè* de gouvernement indispensable à des relations dans la cité, qui doivent être fondées sur la persuasion, l'encouragement et l'exhortation. Les bons conseillers sont les gardiens de la cité, ceux qui ont acquis la sagesse en passant quinze ans dans la caverne. Les deux derniers chapitres de cette partie tentent de préciser le sens que Platon attache au verbe *sumbouleuein* et à ses dérivés, en s'appuyant sur le *Politique*, la *Lettre VII* et les *Lois*. Le dernier chapitre sur l'élaboration de la loi fait du législateur un intermédiaire entre les dieux et les hommes. Alors que pour Platon, le conseil vise soit à former les âmes, soit à éduquer et à transmettre un savoir, pour Socrate, sa dimension morale est essentielle.

Si le dernier volet de cet ouvrage est consacré à Aristote, c'est que le philosophe a fait accéder le conseil au statut de genre rhétorique en s'attachant à la problématique posée par le verbe *sumbouleuein*, signifiant à la fois « conseiller » et « délibérer ». Trois questions se posent dans la pensée aristotélicienne. La première relève de l'éthique ; la seconde concerne son rapport au présent et au futur ; la dernière porte sur son statut épistémique : le conseil se fonde-t-il sur un savoir antérieur ou est-il lui-même source d'un certain type de savoir ?

Pour Aristote, la rhétorique est l'auxiliaire principal de la politique. Elle doit être une *technè* neutre, adaptée à chaque régime politique et à chaque âge. Les jeunes sont plus à l'écoute du conseil que les anciens et les hommes d'âge mûr, parce qu'ils sont tournés vers l'avenir. « Qualités apparentes de l'orateur, qualités réelles du conseiller » : sous ce titre, Annie Hourcade analyse la prudence, la vertu et la bienveillance comme les trois qualités de l'orateur, que sont « le trio vertueux emblématique du conseil » (p. 249). Qualités morales du conseiller qui n'ont rien pour surprendre, puisqu'on les retrouve d'Homère à Aristote, en passant par Thucydide et Platon. Le discours conduit à la délibération au sein de l'Assemblée et permet de développer les vertus des citoyens tout en leur fournissant des éléments de jugement (*krisis*).

Cet ouvrage, destiné aux spécialistes, est un apport essentiel à la connaissance de la pensée politique et éthique, parce que la notion de « conseil » est au cœur du fonctionnement de la démocratie athé-

nienne. Par son étude du vocabulaire du conseil dans toute sa subtilité, Annie Hourcade permet de comprendre combien cette problématique constitue un enjeu de rivalité entre les écoles de rhétorique et de philosophie. Elle est conduite à répéter des arguments d'un chapitre à l'autre, car des sophistes à Aristote, les mêmes questions ont été posées, mais les réponses évoluent. Dans la relation au sein de l'âme, chez Platon et Aristote, l'asymétrie prévaut entre la partie douée de raison et la partie qui en est dénuée. Socrate pouvait mettre en œuvre un conseil « symétrique » puisqu'il ne prétendait pas détenir un savoir, mais la relation qu'il entretenait avec sa voix instaura une « asymétrie » plus grande encore avec les Athéniens, ce qui fut une des causes de sa condamnation à mort.

Geneviève HOFFMANN

Sylvie Taussig, *Richelieu*, Paris, Gallimard, 2017, 352 p.

Petit dernier d'une série de biographies consacrées depuis une dizaine d'années à Richelieu, ce livre se distingue de ses prédécesseurs par des traits qui attirent l'attention du lecteur. D'abord, ce livre sort de la vulgate atemporelle qui place l'histoire du ministre de Louis XIII dans un récit où toutes les étapes sont connues d'avance et où l'issue est évidente : le triomphe de la monarchie (ou de l'État) soutenu par Richelieu qui aurait incarné la mission historique de la France comme peu d'autres héros. Depuis le Richelieu de Bluche (2003), en passant par celui de Hildesheimer (2004), de d'Albis (2012), jusqu'à celui de Teyssier (2014) et de Gallo (2015) plutôt passionnant, cette psychomachie majeure de notre histoire n'a cessé de se manifester par sa régularité et probablement par son succès éditorial. Ainsi, le retour en force du genre biographique profite-t-il au cardinal, dont l'existence reste, malgré tant d'ouvrages, plutôt énigmatique. C'est probablement pour cela que Sylvie Taussig, qui n'est pas à son premier essai dans ce genre d'ouvrages, a choisi un plan centré davantage sur les questions liées à la réflexion du ministre que sur une chronologie officielle. Sans jamais perdre de vue ce canevas utile, elle a abordé des aspects fondamentaux construits d'une part sur une narration nouvelle, par thèmes, et d'autre part en s'at-

tardant sur des sujets pouvant relancer le questionnement autour de Richelieu. Le résultat est un savant mélange qui a le mérite de restituer le personnage historique tout en laissant ouvert le débat sur son œuvre. Toute la première partie est éclairée par son expérience de prélat de la Réforme catholique, si bien que depuis son épiscopat à Luçon jusqu'au cardinalat et à l'avènement du ministériat, l'apport de ses œuvres théologiques, historiques et politiques, éclaire la route parcourue par ce prêtre qui ne cessa jamais de réfléchir à sa place et à son action dans la monarchie. Rappeler le rôle central de cette production, y réfléchir en apportant, par exemple, l'éclairage essentiel de la *Perfection du chrétien* et du *Testament politique (TP)* aux thèmes de la religion, du ministériat, de la guerre en Europe, des réformes internes au royaume, produit l'effet d'une enquête ouverte qui a le mérite de rappeler que la production du cardinal n'a pas encore été étudiée en profondeur. Ses *Mémoires*, mais surtout son *TP*, qui expriment sa lutte en faveur de l'ordre monarchique et son pessimisme anthropologique, justement soulignés par l'auteur, soulèvent la question fondamentale de l'héritage néoscolastique dans lequel a grandi Richelieu et qui n'a jamais vraiment été analysé, en dehors de l'essai bien partiel *Relectures* (2000) de François Hildesheimer et de la réédition des *Œuvres théologiques* (2004-2005) par cette dernière et S.-M. Morgain. En effet, tant que la production de Richelieu ne fera pas l'objet d'une analyse philosophique et historique approfondie, l'action politique du ministre restera emprisonnée dans les clichés de l'historiographie de la III^e République. L'un des mérites du livre de Sylvie Taussig est de sortir Richelieu de ces ornières et d'y trouver des réponses à partir des meilleures études disponibles sur le ministre. C'est à ce sujet qu'elle relance habilement la question de la Raison d'État qu'elle lie autant à la puissance divine, à l'Église catholique qu'à la monarchie; elle aborde également la question du ministériat, en posant la question de sa nature et de ses fonctions – simple attelage comme le prétendait le ministre ou structure bicéphale comme le voulaient ses adversaires? Les réformes du ministre font aussi l'objet d'une enquête assez précise montrant d'une part la vision d'ensemble soutenue avec intelligence par Richelieu, avec parfois des résultats médiocres, en matière fiscale ou militaire, notamment en ce qui concerne la constitution d'un corps permanent d'officiers.

D'autre part, l'auteur nous présente la dialectique entre un ministre réellement au service du roi, et un grand chef de famille brassant des clientèles aussi vastes que différenciées aux contours parfois douteux. Malgré les affirmations du *TP*, ici bien identifiées, pour lequel le ministre voué au bien de la monarchie a le droit de s'occuper de ses affaires, l'accumulation d'une fortune colossale ne cesse de jeter des ombres sur l'esprit de service de Richelieu. Mais au-delà de questions classiques sur le pouvoir absolu du roi et de son ministre, rappelées ponctuellement par l'auteur, la réflexion du cardinal est ramenée justement à son cadre théorique général qui privilégie toutefois une dimension opérationnelle, peu spéculative, pratique, certes propre au rôle du politique, qui suscite maintes interrogations quant à l'originalité de son apport. Cela est très visible en matière de crise politique pour laquelle le ministre fait appel non pas à un corps juridique établi, mais à de simples mesures préventives de répression du corps social. Quoi qu'il en soit, la ligne tracée par Sylvie Taussig est non seulement originale, mais permet surtout de peindre le portrait spirituel et philosophique de l'homme d'État sur des bases philosophiques et théologiques qui éclairent l'histoire et la politique du XVII^e siècle. Et peu importe si par moments quelques imprécisions se glissent dans ce bel ouvrage – les *Mémoires* de Richelieu ne se terminent pas avec la naissance de Louis XIV, mais avec le projet de l'année 1639; ou que les dévots restent enveloppés dans les trames de l'historiographie de Richelieu ou encore que le Ministériat soit une construction bien discutable dont la légitimité a été critiquée et rejetée par la réflexion de Louis XIV – la route est tracée et on peut remercier l'auteur d'avoir réussi un pari difficile sur la Vie de l'un des grands personnages de l'histoire de France.

Giuliano FERRETTI

Pierre Triomphe, 1815. *La Terreur blanche*, Toulouse, Privat, 2017, 470 p.

Cet ouvrage important dissèque toute l'histoire des violences méridionales de l'été et de l'automne 1815, qui firent par la suite l'objet d'une magistrale exploitation victimaire, essentielle à la ferment-

tation des esprits précédant la révolution de 1830. Les comptages minutieux de l'auteur révèlent que l'intensité de ces règlements de compte opérés par les royalistes s'avéra, au fond, d'intensité moyenne à l'échelle du siècle, loin des exagérations pagnolesques du camp libéral : si l'on s'en tient au nombre de tués, quelque 200 morts – soit à peu près autant que la répression des émeutes républicaines de 1832 par le régime de Juillet – autrement dit 500 fois moins que les victimes vendéennes des exactions révolutionnaires. C'est dire que l'emploi du terme de *terreur de 1815*, rapidement usité par les ennemis des royalistes, puis celui de *Terreur blanche* qui finit par s'imposer dans le langage commun, participaient à un relativisme cynique des tueries de l'époque conventionnelle, mettant sur le même plan « un citron et un mastodonte », pour reprendre la métaphore plaisante d'un témoin de l'époque (p. 346). Même l'épuration de 1944 menée par les résistants, avec laquelle une comparaison est esquissée en fin de volume, fit 40 fois plus de victimes, ce qui doit inciter à la prudence dans ce type d'analogie.

Pour limitée qu'elle soit, cette « Terreur blanche » est néanmoins passionnante par ce qu'elle révèle des passions politiques méridionales et elle confirme l'incontestable propension à la guerre civile d'une partie de ce Midi, situé entre Provence et Bas-Languedoc, patente dès la Révolution avec la fameuse Bagarre de Nîmes. Tenant à la fois du brigandage lucratif, de l'âpreté revancharde des conflits de voisinage, et, bien sûr, de la réplique sismique des anciennes guerres de religion et des affrontements révolutionnaires, les violences de 1815, physiques mais également verbales, témoignent avant tout des velléités des classes populaires du Midi, dans leur version droitrière et catholique, de s'affirmer comme des acteurs politiques autonomes, en profitant de l'effondrement éphémère de l'autorité légale pour constituer, durant quelques semaines, une sorte de miroir inversé du mouvement sans-culotte de 1793.

Les royalistes commencent un peu partout à relever la tête dès 1811. Cependant, la forte concentration des violences de 1815 dans le bas du sillon rhodanien indique qu'au fond, l'essor des Chevaliers de la Foi puis les « gouvernements » successifs du duc d'Angoulême durant les phases de changements de régime n'ont joué qu'un rôle relativement subalterne – à la mesure de l'incapacité flagrante des

divers responsables de ces mouvements – ; sans quoi, on s’expliquerait mal que le sud-ouest ait été nettement moins touché par cette fièvre violemment meurtrière.

L’éphémère campagne militaire des royalistes s’achevant en désastre à la Palud (Vaucluse) le 8 avril 1815 apparaît beaucoup plus décisive par les multiples agressions et les atteintes aux biens dont sont victimes les volontaires royaux démobilisés de la part des fédérés, jusqu’à leur retour à domicile ; du fait même de sa brièveté, l’humiliante défaite suscite un désir de revanche beaucoup plus intense dans ce sud-est que partout ailleurs. En Vendée même, la prise d’armes de mai-juin 1815, si insatisfaisante qu’elle ait été pour les royalistes, a suffi à épuiser les ardeurs mutuelles et à maintenir ensuite une fragile paix des braves, comme le souligne la récente étude d’Aurélien Lignereux¹. Parce que le Midi n’a pas connu une telle diversion compensatoire, la guerre civile reprend de plus belle dès l’annonce de Waterloo, et elle débouche donc sur ces violences meurtrières limitées à la période estivale, sauf dans le Gard où elles s’éternisent jusqu’en novembre.

Grâce à des dépouillements exemplaires menés dans les archives locales, l’étude de Pierre Triomphe permet d’aller au-delà des jeux réciproques de représentations de l’adversaire et de préciser, autant que faire se peut, le profil réel des acteurs de cette politisation droitiste très mouvementée. Ils se révèlent majoritairement urbains, que ce soit pour des algarades entre quartiers rivaux (à Montpellier par exemple) ou pour des voies de fait commises à la campagne ; le *lumpenproletariat* est certes présent, mais il côtoie l’élite populaire artisanale et commerçante, grâce à des sociétés royalistes locales dont l’auteur montre toute la diversité et l’inégale ouverture aux *blancs* les plus modestes ; les femmes jouent enfin un rôle de choix dans l’hystérisation des disputes. L’ouvrage rend compte de manière savoureuse de cette rhétorique politique embryonnaire, où les lieux communs de la violence verbale – fantasmes de cannibalisme compris, bien connus des historiens du XIX^e siècle – s’enrichissent ici de particularités occitanes contre *lei castagné* (les bonapartistes). Quelques aristocrates locaux (Bernis, Calvière) n’hésitent pas à instrumentaliser à leur profit

1 LIGNEREUX Aurélien, *Chouans et Vendéens contre l’Empire : 1815, l’autre guerre des Cent-Jours*, Paris, Vendémiaire, 2015.

cette effervescence meurtrière ; mais l'effroi des élites sociales prédomine rapidement et conduit à endiguer le mouvement par une reprise de contrôle puis par une réponse pénale dont le laxisme dénoncé par les victimes s'estompe avec le retour progressif de l'état de droit.

Cette sauvagerie méridionale sert ensuite de lieu commun au camp progressiste pour discréditer toute tentative contre-révolutionnaire, ou toute autorité droitière trop marquée. Après une réutilisation paroxystique à la veille des Trois glorieuses, le souvenir est périodiquement ranimé dans la mémoire protestante et républicaine jusqu'au début de la Troisième république. Son efficacité opératoire s'estompe néanmoins rapidement, surtout à partir du coup d'État du 2 décembre 1851 qui remplace avantageusement la « Terreur blanche » de 1815 comme mythe diabolique : les mouches ont changé d'âne...

Olivier TORT

Jean-Pascal Daloz, *La représentation politique*, Paris, Armand Colin, 2017, 179 p.

La représentation politique est l'un des concepts clés pour l'analyse des systèmes démocratiques contemporains. Elle fait à ce titre l'objet d'une production scientifique abondante que ce soit sous l'angle historique, théorique ou empirique ; l'étude des parlements, qui en constitue l'un des piliers, a en particulier connu un dynamisme marqué au cours des dernières années dans la science politique de langue française². Il manquait cependant à ces importantes avancées de la recherche une synthèse à la fois ambitieuse dans son propos et accessible pour un public élargi, notamment d'étudiants. C'est cette lacune que Jean-Pascal Daloz s'emploie à combler dans son dernier ouvrage intitulé sobrement *La représentation politique*. L'auteur y offre un panorama d'ensemble particulièrement réussi sur un plan pédagogique sans pour autant renoncer à ses convictions fortes sur la nature d'un concept d'une grande complexité.

L'auteur affirme – et assume – d'emblée le caractère polysémique du concept de représentation. La représentation c'est d'abord

2 Ce dynamisme s'illustre, par exemple, par la parution sous la direction d'Olivier ROZENBERG et d'Éric THIERS d'un *Traité d'études parlementaires* (Éditions Larcier, 2018).

« la capacité du cerveau à former des images d'éléments qui ne sont pas présents » (p. 8), ce qui relève à la fois de la perception et de la figuration. C'est, dans un deuxième sens, le fait d'agir à la place ou au nom de quelqu'un, soit la représentation-vicariance. C'est enfin l'idée de théâtralité qui suggère et embarque avec elle une multiplicité de métaphores (avec les notions de rôle, de mise en scène, de coulisses, etc.). Loin de dessiner trois espaces étanches, ces acceptions se complètent et entretiennent entre elles des relations étroites ; c'est ce qui fait écrire à Jean-Pascal Daloz au terme de son introduction qu'« il est sans doute grand temps de cesser de parler de *la* représentation comme s'il s'agissait d'une réalité univoque et de prendre en compte ses diverses facettes » (p. 24).

Ces bases étant posées, l'ouvrage suit un plan ternaire qui permet d'approfondir chacun des axes esquissés rapidement dans l'introduction. La première partie est l'occasion de revenir sur l'émergence du concept de représentation dans le champ politique. Cette généalogie fait droit aux penseurs canoniques de la représentation de Thomas Hobbes à Hannah Pitkin en passant par Edmund Burke ; elle se montre également attentive à ses grands tournants historiques tels la naissance du parlementarisme en Angleterre ou la Révolution française. Les apports des sciences sociales font ensuite l'objet d'un examen en profondeur d'où se dégage une critique de l'approche constructiviste qui occupe aujourd'hui une position dominante dans la littérature hexagonale.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « la représentation des intérêts » est celle qui recouvre le plus étroitement le concept de représentation lorsqu'il est associé à l'adjectif politique, c'est-à-dire la délégation (ou la vicariance pour reprendre le terme employé par l'auteur dans l'introduction). Parmi les questions traitées, on notera successivement la nature du mandat représentatif, le degré d'autonomie des représentants, le focus de la représentation ou le problème de la représentativité. L'auteur montre aussi que, loin d'être une réalité figée, la représentation fait l'objet d'un « travail » spécifique de la part des représentants, travail qui vise à répondre concrètement aux attentes des représentés car les représentants doivent *in fine* rendre des comptes.

Dans une troisième et dernière partie, c'est toute la richesse de la métaphore théâtrale qui est mobilisée au service de l'analyse du

concept de représentation. Avec cette métaphore, il n'est évidemment pas question pour Jean-Pascal Daloz de ramener la représentation politique à un simple artifice ou d'inscrire son propos dans une veine conspiratrice. L'image du théâtre permet tout au contraire de mettre au jour la grande complexité et les multiples tensions qui traversent tout processus de représentation. Concrètement, raisonner en termes de rôle et de répertoire permet, par exemple, de réfléchir à la diversité des situations et des relations dans lesquelles les représentants (ou « acteurs » politiques) se trouvent engagés et à la question de la marge de manœuvre dont ils disposent pour leur « interprétation ». C'est donc une approche particulièrement heuristique pour aborder la question de l'éminence et de la proximité, deux thèmes qui clôturent l'ouvrage.

On l'aura compris, le livre de Jean-Pascal Daloz est d'une grande richesse. Il ne se limite d'ailleurs pas à croiser les différentes acceptions du concept de représentation : servi par l'érudition et l'éclectisme de son auteur, il mobilise un large panel d'approches et de références issues aussi bien de l'histoire, de la philosophie, de l'anthropologie ou de la sémiologie que du droit et de la science politique, au service d'une entreprise éditoriale résolument comparatiste. Il est servi en cela par le parcours scientifique de son auteur qui a conduit au fil des ans de multiples recherches de terrain aussi bien sur le continent africain que dans les pays scandinaves.

S'il fallait, en tant que politiste, formuler un regret, celui-ci porterait sur la réticence de Jean-Pascal Daloz à poser plus clairement une hiérarchie entre les différentes significations que le concept de représentation *politique* recouvre. S'il est sans aucun doute heuristique de mobiliser la représentation-figuration et la représentation-théâtrale, force est de reconnaître que la représentation dans son sens *politique* renvoie prioritairement à l'idée de délégation. Et ce sont justement les ambiguïtés et les équivoques que cette dernière soulève qui justifient d'en explorer toutes les dimensions, y compris dans un sens métaphorique. Il me semble donc qu'il aurait été possible de choisir plus clairement entre les différentes définitions du concept sans renoncer à sa richesse métaphorique.

Marianne Lassus, *Jeunesse et sports. L'invention d'un ministère (1928-1948)*, Paris, INSEP, 2017, 666 p.

L'ouvrage de Marianne Lassus, retranscription exacte de sa thèse de doctorat soutenue en 2009, s'attache à étudier la naissance du ministère de la Jeunesse et des Sports entre 1928 et 1948. L'italique importe ici beaucoup. À rebours d'une lecture téléologique, l'auteur montre que l'association de ces deux éléments (« Jeunesse » et « Sports ») n'a rien d'évident mais est bien le produit d'une série (conflictuelle) de transformations. Alors que, le plus souvent, les travaux universitaires portant sur l'histoire des jeunes et sur l'histoire du sport s'ignorent, Marianne Lassus pense ensemble ces deux objets d'étude. Il s'agit alors de « retracer ces vingt années au cours desquelles "Jeunesse et Sports" s'invente » (p. 35) et fait plus précisément l'objet d'une mise en administration. Pour cela, l'auteur adopte une démarche chronologique en trois temps. La première partie (1928-1940) montre comment seule l'éducation physique est institutionnalisée sous la forme d'un sous-secrétariat d'État, ne se référant aucunement à la jeunesse et peu aux sports (surtout à partir du Front populaire). La deuxième, consacrée au régime de Vichy, revient sur les premières politiques mises en œuvre pour la jeunesse, sous l'action notamment du Secrétariat Général à la Jeunesse. Ces politiques et celles concernant le sport, loin d'être perçues comme complémentaires, sont alors renvoyées « dos à dos et parfois face à face » (p. 37) dans une relation faite de tensions et de concurrence. La dernière partie (1944-1948) analyse l'association de la « jeunesse » et des « sports » et les conditions de leur fusion en 1946, notamment à travers la création de la Direction Générale de la Jeunesse et des Sports deux ans plus tard.

L'analyse atteint un degré de précision inégalé à ce jour. En effet, Marianne Lassus dresse un portrait tout à fait neuf d'une période à propos de laquelle dominent surtout les images d'Épinal, en particulier concernant le Front populaire et le régime de Vichy. Pour ne prendre qu'un exemple, l'auteur montre combien la « jeunesse » devient une « catégorie de l'intervention de l'État » (p. 309) avec la création du Secrétariat Général à la Jeunesse en 1940, alors même

que cette politique est souvent perçue comme celle de Léo Lagrange. Ce degré de précision est notamment rendu possible par la reconstitution de trajectoires d'un grand nombre de personnages. Ceux-ci sont tantôt des personnalités (Léo Lagrange, Georges Lamirand ou Jean Borotra par exemple), tantôt des « hommes de l'ombre », administratifs ou responsables ministériels des sports, de la jeunesse ou de l'éducation physique, tels Gaston Roux ou Émile Morinaud. Accordant une attention particulière à Lagrange et Borotra, l'auteur montre notamment comment se fabrique l'image associée à ces « grands noms », en particulier sous l'impulsion de Madeleine Lagrange et d'Andrée Viénot (pour le premier).

L'auteur complète l'analyse en revenant sur la naissance d'un corps d'agents de l'État : les inspecteurs de la Jeunesse et des Sports, premiers fonctionnaires chargés de mener la politique ministérielle sur le territoire. Marianne Lassus retrace la genèse de ce métier et de ses conditions d'exercice à différentes périodes (1940-1948), tant du côté de la Jeunesse (apparition des Délégués à la Jeunesse) que de celui des Sports (émergence des Inspecteurs de l'Éducation Générale et des Sports). L'étude des dossiers de carrière des inspecteurs lui permet des analyses très variées, allant de celles des copies d'examen pour devenir inspecteur, à celles des grilles de recrutement des examinateurs, en passant par l'étude de leurs missions durant l'Occupation ou encore de l'épuration qui les touche. Au regard de cette richesse, on peut regretter que cette analyse ne soit pas plus approfondie, notamment concernant les modes et épreuves de recrutement. En outre, des données sociales plus précises (visiblement disponibles) sur les inspecteurs font défaut (origine sociale, âge médian ou encore origine géographique), alors même qu'elles auraient sans doute permis une meilleure objectivation de leur position subordonnée vis-à-vis de leurs homologues de l'Éducation Nationale.

Pour mener à bien ses analyses, l'auteur mobilise une variété impressionnante d'archives. Citons entre autres : archives nationales, départementales, privées, ou encore celles de l'École Polytechnique, en passant par le journal officiel et la presse spécialisée.

Plus globalement, cette grande richesse empirique renforce peut-être le sentiment d'une histoire centrée sur elle-même. Ce faisant, on peut regretter qu'elle laisse finalement de côté le monde sportif

fédéral. En effet, si la démarche d'une histoire très « interne » à cette administration permet à l'auteur de donner des informations précises, elle contribue à faire de ce ministère une institution coupée des fédérations. Celles-ci sont très peu présentes alors même que Marianne Lassus affirme, pour la période 1928-1936, que « ce sont les fédérations [...], qui contrôlent le monde sportif. Le pouvoir du sous-secrétaire d'État est donc limité » (p. 45).

Actrice pourtant majeure de développement du sport, la presse sportive fait aussi l'objet d'une attention moindre dans l'ouvrage et y apparaît ici comme un bloc monolithique (or le quotidien *L'Auto* a par exemple peu à voir avec son concurrent *L'Écho des Sports*), dont le « pouvoir » est plus postulé qu'analysé.

Ces deux remarques (sur le monde sportif fédéral et sur la presse sportive) soulignent toutes deux combien l'espace sportif est composé de multiples acteurs qui concurrencent le ministère de la Jeunesse et des Sports et limitent son action (et ses ambitions). Il paraît alors regrettable que la lutte entre ces diverses composantes de l'espace sportif ne soit pas davantage traitée.

Au-delà de ces remarques, l'ouvrage de Marianne Lassus constitue une contribution importante, notamment parce qu'il nous fait réaliser combien l'histoire de la mise en administration de la jeunesse et du sport était, jusque-là, mal connue.

Sylvain VILLE

Michèle Cointet, *Histoire des 16. Les premières femmes parlementaires en France*, Paris, Fayard, 2017, 216 p.

Le livre de Michèle Cointet comble une lacune de l'historiographie. Si les ouvrages abondent sur les femmes politiques, notamment chez les politistes, rares sont les études et monographies proprement historiques sur les femmes parlementaires en France. L'historienne trace donc un sillon fécond par son *Histoire des 16*, analyse des seize femmes qui ont siégé aux deux Assemblées consultatives provisoires (ACP) d'Alger puis de Paris de novembre 1943 à août 1945. Ces assemblées comptaient des représentants nommés par les mouvements de la Résistance intérieure et extérieure, d'anciens

parlementaires de la Troisième République, des membres des partis politiques et des syndicats, auxquels furent adjoints des représentants des prisonniers de guerre et déportés. Bien que nommés (car les premières élections générales eurent lieu en octobre 1945), ils constituent la première assemblée à caractère représentatif et parlementaire à la Libération (le règlement des ACP s'inspire d'ailleurs de celui des assemblées parlementaires et siège, à Paris, au Palais du Luxembourg). À Alger, l'ACP compte 142 représentants ; à Paris, 248 parmi lesquels seize femmes (6,4 %), les « seize pionnières » étudiées par Michèle Cointet.

La première partie du livre replace ces premières parlementaires féminines dans leur contexte : le 21 avril 1944, les femmes obtiennent le droit de vote et d'éligibilité dans les mêmes conditions que les hommes. L'historienne rappelle les débats à l'ACP qui ont conduit à cette ordonnance, et souligne combien celle-ci ne s'est pas imposée facilement, contrairement à une opinion tenace et souvent diffusée.

La deuxième partie présente en détail le parcours de ces pionnières. Michèle Cointet propose une démarche à la fois prosopographique (formation, études, parcours, engagements antérieurs...) et analytique : elle questionne les motivations qui ont poussé ces femmes à s'engager en Résistance. Elle raconte, les unes après les autres, ces femmes, en faisant plonger le lecteur dans leur jeunesse, l'intimité de leurs couples, leurs choix, qu'elle éclaire avec finesse à l'aide de sources diverses et variées (témoignages, archives privées notamment). Cette galerie de portraits immerge dans la France des années sombres. Michèle Cointet ne relate pas seulement une histoire des femmes dans la Résistance, mais une histoire de la Résistance vécue par les femmes. Elle montre les peurs, les doutes, ainsi que la passion de l'engagement qui les ont animées. Les seize femmes parlementaires sont étudiées selon un classement thématique : les veuves des héros telles que Gilberte Brossolette, les « femmes de » comme Andrée Defferre, celles qui ont sauvé leur mari – Lucie Aubrac –, les figures prestigieuses du communisme comme Madeleine Braun, ou encore les représentantes des déportées dont la plus connue est Marie-Claude Vaillant-Couturier. L'ouvrage a également le mérite de faire sortir de l'ombre des figures

davantage méconnues du grand public : Marthe Simard, française de l'étranger, la communiste Annie Hervé, la syndicaliste Marie Couette. L'historienne évoque rapidement leur rôle dans les deux assemblées consultatives provisoires, qui aurait pu être approfondi par une analyse détaillée de leurs interventions et de leurs participations aux commissions.

La troisième partie est consacrée au destin de ces premières parlementaires après avoir siégé aux ACP. Si certaines préfèrent retourner à la vie privée et familiale (sept sur seize), la majorité s'engage en politique et certaines connaissent une carrière politique longue et internationale durant les IV^e et V^e Républiques (Gilberte Brossolette, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Marie-Hélène Lefaucheu par exemple).

Tout au long de l'ouvrage, Michèle Cointet tente d'identifier les points communs entre ces parcours individuels. Elle montre l'importance des femmes communistes (en oubliant de noter combien le PCF a délibérément instrumentalisé les veuves de fusillés et les déportées), l'engagement fondamental dans la Résistance, et insiste sur la conjugalité (« les femmes de », les veuves, et les couples qui siègent sur les mêmes bancs des ACP tels les Defferre, les Hervé, les Villon). D'autres aspects auraient pu être davantage soulignés : elles étaient presque toutes engagées politiquement avant la guerre, qu'il s'agisse des partis auxquels certaines ont adhéré ou en secondant leur mari dans ses fonctions politiques, ou encore par le militantisme dans l'action syndicale ou associative (mouvements antifascistes par exemple). Elles avaient donc acquis une formation politique solide avant leur entrée en Résistance. C'est l'accumulation de tous ces facteurs (formation politique antérieure, expériences militantes, engagement résistant, conjugalité – sans oublier comme le rappelle justement l'auteure, leurs très hautes qualités personnelles) qui explique leur entrée dans le monde politique à la Libération et constitue une originalité de genre. Le livre de Michèle Cointet s'impose ainsi comme un ouvrage de référence sur l'histoire des femmes politiques en France.

Sabrina TRICAUD

Jean-François Sirinelli, *Les Révolutions françaises, 1962-2017*, Paris, Odile Jacob, 2017, 383 p.

As the title indicates, Jean-François Sirinelli's new book covers a fifty-five-year span, 1962-2017. It is composed of twenty-eight chapters, most of them brief, and in each, Sirinelli selects a year, zeroing in on a happening or person associated with it. The dates, people, and events serve in turn as prompts to more general reflections about the state of France, where it has been and where it's heading.

The author taught for many years at Sciences Po, and so it's little surprise that he devotes much attention to the nation's political life. The story he has to tell on this score is on the whole upbeat. With the conclusion of the Algerian War, France entered into an era of peace, longer than any other in recent memory, and peace in turn engendered stability. For Sirinelli, what's most significant about 1968 is not the fury of the protest or the new social movements it engendered, but the demonstrated capacity of the Fifth Republic to withstand the shock and move on. And the same may be said of the Mitterrand years, treated not as a turning point in the nation's history, but as one more instance of the system's capacity to absorb challenges. In the face of the Republic's steadfastness, the anti-regime Left, Communist or otherwise, weakened, leaving the field open to social democrats willing to play the game. Divisions on the Right also dissipated, at least for a while. In the 1974 presidential elections, the Right's candidate was not a Gaullist but, for the first time, a liberal, Giscard d'Estaing. The Gaullist/liberal split, however, did not long endure. Jacques Chirac, a Gaullist but not one of the General's companions-in-arms from the war years, maneuvered to heal the divide. It helped that the Gaullists, now growing older, weren't in much of a position to resist; it helped too that liberals, galvanized by a neo-liberal surge in the 1980s, were in a strengthened position to assume the Right's mantle of leadership.

Sirinelli, positive as he is about the Fifth Republic's proven durability, does see storm clouds on the horizon. The institutional armature of public life has weakened. The Roman Catholic Church is a shadow of its former self, and the trade union movement has lost a step. The increasing mediatization of just about everything has affected politics too, making debate less about ideas than about spectacle.

Party loyalties have eroded, adding a disturbing note of volatility to public affairs, and this at a time when there are new and worrisome issues to deal with: terrorism and a generalizing climate of insecurity, the Front National and anti-immigrant panic. And where, Sirinelli wants to know, is the leadership to deal with these challenges? In 2000, the presidential term was reduced from seven years to five, leaving the President that much less time to make a mark, and indeed France's two most recent presidents, Nicolas Sarkozy and François Hollande, haven't left much of one. The Fifth Republic, once so adaptable, now finds itself "fragilisée" (p. 376). The word is Sirinelli's.

It just so happens that Sarkozy (b. 1955) and Hollande (b. 1954) are both baby-boomers, the only two to become president, not a distinguished showing for a generation Sirinelli describes as "chérie par l'Histoire" (p. 357). The generational angle indeed provides a second way to parse Sirinelli's *Les Révolutions françaises*. The author is a baby-boomer himself (b. 1949), and in many respects this book is a meditation on the waning of the postwar world he grew up in, a lost continent of Atlantis as he calls it, and the coming of a new one, harder to define and in many respects bewildering.

As for the France of the past, it was a place imperial in reach, a player whose actions mattered on the world stage. It was also a rural nation, populated by a numerous peasantry. The people had known war, too much of it; they were modest in sexual matters; and they were thrift-minded. There were Communists and trade unionists on the Left. Sirinelli is less clear about the make-up of the postwar Right, but he does talk about the institutional weight of the Catholic Church. And in matters of culture, the printed word and the intellectuals who dealt in it occupied a special place of distinction. This, of course, is a subject dear to Sirinelli, an expert on Aron, Sartre, and that generation of intellectuals who came into their own after the war, shaping debate in France and beyond.

Fragments of this past still exist in the present day, but they are overshadowed by something new. France is not the empire it once was. In the first years of the Mitterrand administration, stimulus measures boosted inflation more than the economy, obliging the government to take a step back and policy-makers to recognize that France's future was determined by forces not always in its control. The nation's socio-

logical profile was changing at the same time, the vanishing peasant making way for city-dwelling white-collar workers and cadres. Sirinelli does not go on at length about de-industrialization, but that is part of the story he has to tell. This brave new France was also a land of brave new mores. People spent rather than saved. Sex asserted its rights, and care of the self became a time-consuming preoccupation. Sirinelli has coined a phrase to describe the hedonist individualism of contemporary France. He calls the youth of today the “*génération du jeu et du je*”, the better to contrast them with the generation of their parents and grandparents, the “*génération du feu*” (p. 307). All such changes, moreover, had a deep impact on France’s politics. The old Left weakened and its class-based agenda along with. As a result, the center of political gravity has edged rightward, while at the same time the issues up for debate have moved away from bread-and-butter concerns to matters of a more intimate nature—sexuality, identity, and the like.

Perhaps most disturbing to Sirinelli is the fate of the intellectuals. It’s not that they’ve gone the way of the peasantry. They made their presence felt, after all, arguing about what to do in the face of Yugoslavia’s break-up and the wars that resulted. But the media universe has changed and to the detriment of written communication. The world we live in now is not a black-and-white one, but full of colors, images, sounds. It is a world of televisions, videos, i-phones, and headsets. The result, as Sirinelli sees it, is that people are more than ever obsessed by image, more than ever seduced by emotion. We respond to catastrophe, indeed, to pictures of catastrophe more than to reasoned argument.

How France got from then to now is not the strong point of Sirinelli’s presentation. He’s clear that the two decades from 1965 to 1985 – what he calls “*les vingt décisives*” – constituted the hinge moment in the transformation. It’s also clear that the winding down of the “*trente glorieuses*” and the onset of globalization had something to do with making the sea-change happen, but he is not more precise than that.

What is clear is Sirinelli’s ambivalence in the face of the great mutation he has lived through. There is no denying the benefits of a long peace, though he worries whether France is prepared to deal with the terror-ridden moment that it now finds itself in. The nation has

enjoyed a rare era of political stability, though he worries that era might be coming to an end. As for the rest, the individualism and self-centered hedonism of contemporary life, these are not much to his liking.

And so, a hint of nostalgia wafts over the volume, above all in its concluding chapters. The one for 2015 is dedicated to Cabu, gunned down by Islamist militants in the offices of Charlie Hebdo. Here was an artist some years older than the baby-boomers but beloved by them, an irreverent figure whose characters and caricatures had kept them amused across a near half century. Sirinelli's next entry is for 2017. It's a presidential year. Presidential portraits from Georges Pompidou on down are one of the volume's strengths, and so, as might be expected, Sirinelli opens this chapter with reflections on Emmanuel Macron. Macron represents a new, post-boomer generation of leadership, which prompts Sirinelli to muse on what the boomers themselves accomplished in politics when they had the chance. A number aspired to the highest office and never made it: Alain Juppé (b. 1945) and Laurent Fabius (b. 1946). Two had more success – Sarkozy and Hollande –, but they left behind a modest record of achievement. From there, Sirinelli moves on to Johnny Hallyday, ailing when the book was written and now deceased. Sirinelli compares him to “une butte témoin d'un monde disparu,” (p. 365) the last unsubmerged crag of a lost continent. The boomers' moment has come and gone; the world changed around them, leaving more than one with a sense of being stranded. As for the legacy they've left behind, it was not all that might have been expected, given such promising beginnings. Like Frédéric Moreau in Flaubert's *L'Éducation sentimentale*, the baby-boomers seemed to have missed their *rendez vous* with destiny.

Philip NORD

Arnaud Teyssier, *Philippe Séguin. Le remords de la droite*, Paris, Perrin, 2017, 408 p.

Biographe de quelques personnages de l'histoire de France, dont Richelieu et Charles Péguy, Arnaud Teyssier consacre son dernier ouvrage à Philippe Séguin, dont il a été un proche collaborateur. Son

travail s'appuie sur les papiers personnels de l'ancien président de l'Assemblée nationale (1993-1997) qui ont été déposés aux archives nationales (fonds 697AP). Ce livre est plus une biographie politique qu'une biographie classique de celui qui fut élu député des Vosges à 35 ans en 1978, tant les aspects personnels sur l'intéressé (dimension familiale, rapport à la religion, passions en dehors de la sphère politique...) sont peu développés. Dans un style posé, clair et agréable à lire, l'auteur retrace l'itinéraire de cet enfant de la République né en Tunisie en 1943 et dont la figure du père mort au combat en 1944 hanta l'existence.

La disparition de Philippe Séguin le 7 janvier 2010 et l'écho qui s'ensuivit dans les médias et l'opinion publique rappelèrent à la communauté nationale que l'itinéraire de cet homme politique fut associé à une certaine idée de l'État et de la République. Arnaud Teyssier montre bien, exemples à l'appui, quelles étaient les qualités de l'ancien maire d'Épinal (1983-1997) : une intégrité intellectuelle et personnelle, une vision d'un État fort mais garant de la cohésion sociale, une rapidité intellectuelle certaine, une liberté d'esprit et une hauteur de vue très gaullienne, un homme de principe convaincu par ses idées. Pendant toute sa carrière, Philippe Séguin conserva un « vieux fond de sentiments jacobins qui ne cédèrent jamais devant aucune considération d'opportunité politique » (p. 145-146).

L'auteur porte également sa focale sur les reproches qui ont souvent été adressés à Philippe Séguin : un caractère colérique, un tempérament pessimiste, le fait d'être un homme solitaire incapable de constituer des réseaux – alors que ceux-ci sont indispensables lorsqu'on a l'intention d'exercer un rôle décisif dans la vie politique – d'être gaullien alors que son parti, le RPR puis l'UMP, a cessé d'être gaulliste. Ainsi, l'ancien président de l'Assemblée nationale avait une « vision volontariste et dégagée des clivages partisans » (p. 122). Ceci explique sans doute ses prises de position fondées sur de réelles convictions plus que sur un positionnement partisan ou sur les conseils magiques prodigués par quelque communicant. À titre d'exemple, il a été l'un des rares députés de droite à défendre l'abolition de la peine de mort dès 1979, position qu'il maintient ouvertement après l'alternance de 1981. En outre, convaincu que la souveraineté est un des fondements de l'État républicain, il devient le chef de

file des opposants au traité de Maastricht, dans la foulée du discours qu'il prononça le 5 mai 1992 au Palais-Bourbon. En effet, comme le montre Arnaud Teyssier, la bataille de Maastricht fut « l'affaire de sa vie » ou la « mère des batailles » (p. 207) et lui donna un surcroît de visibilité sur la scène politique. Toutefois, l'intransigeance de ses convictions est un des éléments qui explique peut-être le fait qu'il soit passé à côté de son destin, à l'instar à gauche d'un Jean-Pierre Chevènement (« Séguin, Chevènement de la droite? », p. 200). Une seule fois ministre, sous la première cohabitation (1986-1988), avec le portefeuille des Affaires sociales, il est un « ministre en apnée » (p. 157) sans réelle marge de manœuvre dans le gouvernement de Jacques Chirac.

Par ailleurs, l'auteur apporte des éclaircissements sur des périodes moins connues du parcours de Philippe Séguin, comme ses débuts de journaliste au *Provençal* (1965-1966), alors qu'il est étudiant à l'IEP d'Aix-en-Provence, sa scolarité à l'Ena (promotion Robespierre, 1968-1970), ses années à la Cour des comptes notamment à la fin de sa carrière, son passage au secrétariat général de l'Élysée où il entre au début de l'année 1973 à la demande de Michel Jobert. C'est au sein de l'entourage de Georges Pompidou qu'il rencontre pour la première fois Édouard Balladur, alors secrétaire général adjoint de la présidence de la République, mais également Marie-France Garaud, qui le rejoint près de vingt ans plus tard dans la bataille de Maastricht. Le parcours de Philippe Séguin est marqué par la méritocratie républicaine, d'où son attachement à la défense des grands corps de l'État et de l'Ena, quand certains de ses collègues du Palais-Bourbon se montraient plus critiques à l'égard de l'École de la rue des Saints-Pères.

Si Philippe Séguin a l'image d'un gaulliste social, il n'a de cesse de critiquer la « dégaullisation » de sa famille politique, ce qui tend à l'isoler au sein de celle-ci. Même s'il s'oppose à la dissolution de 1997, il ne franchit pas le Rubicon en rompant définitivement avec Jacques Chirac, ce qui aurait pu le présenter comme un recours dans la perspective d'une future élection présidentielle. Après le rendez-vous manqué des municipales de 2001 à Paris, il préfère se retirer sur un Aventin, celui de l'institution du palais Cambon, là où il avait commencé à incarner les institutions républicaines au début de sa carrière.

Tout compte fait, le lecteur trouvera dans cette biographie un ouvrage bien informé et érudit sur le parcours de celui qui fut la « mauvaise conscience de la droite » (p. 13), mais l'historien du politique reste sur sa faim et regrette que l'auteur ne s'appuie pas sur les travaux de ses pairs et des politistes qui ont travaillé sur le gaullisme ou sur l'histoire des oppositions à l'Europe, ce dont témoigne en dehors de la lecture du livre lui-même, une bibliographie réduite à la portion congrue. De ce fait, le livre d'Arnaud Teyssier est un peu hors-sol par rapport aux connaissances historiques sur cette période et même si les informations qu'il comporte sont précieuses, elles auraient mérité d'être mises en perspective à la lumière des recherches de ces dernières années.

Jérôme Pozzi